Dossier Côte d'Ivoire :

A CHACUN SON IRAK ET SON SADDAM HUSSEIN

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, les Etats-Unis et le président George W. Bush décidèrent d'envahir l'Irak aux fins d'en découdre avec le président Saddam Hussein accusé de détenir des armes chimiques, des armes de destruction massive.

Le spectacle présenté à l'Assemblée Générale de l'ONU fut à son comble. La France du président Chirac, par la voix de M. Dominique de Villepin, alors ministre des Affaires Etrangères, s'opposa au projet et à la décision des USA d'envahir l'Irak, et donc d'y déclarer la guerre.

Aujourd'hui, presque bientôt dix ans après, toujours au nom et sous couvert de la même « Communauté internationale », la France du président Nicolas Sarkozy voudrait reprendre à son compte le scénario du président Georges W. Bush pour l'appliquer à la Côte d'Ivoire contre le président Laurent Gbagbo qui, lui, est accusé d'usurpateur, d'imposteur, de ne pas admettre et respecter le verdict des urnes et que cette « désinvolture » fait de lui un pestiféré à éliminer à tout prix, ce par tous les moyens, y compris au prix d'une guerre dont nul ne sait quelle en sera l'étendue des ravages. Tout comme le président Bush, son ami ou son mentor, le président Sarkozy voudrait aussi sa guerre à lui, en Afrique, sur les terres de la Côte d'Ivoire.

Mais, ceci étant, lorsque le président George W. Bush a envahi l'Irak et déboulonné le président Saddam Hussein, il a envoyé ses propres troupes, ses propres bataillons et ses propres hommes au casse-pipe, même s'il a sollicité le concours d'autres nations occidentales comme l'Angleterre, l'Italie, etc. Ce sont tout de même les troupes américaines qui y sont les plus nombreuses.

Or, paradoxalement, dans le cas présent qui oppose la France à la Côte d'Ivoire, ou plutôt le président Sarkozy au président Gbagbo, disons-le clairement et sans détour, car c'est une affaire qui tourne à un règlement de compte personnel, contrairement aux USA, la France ne voudrait pas envoyer une armada en Côte d'Ivoire, bien qu'il y ait la présence de la Licorne sur le terrain. Le paradoxe, c'est qu'elle (la France) sous-traite son intervention militaire qu'elle veut musclée à la CEDEAO qui, elle, se chargera d'envoyer le gros de ses troupes, de ses hommes se faire massacrer au nom de la sauvegarde des intérêts qui ne sont même pas les siens, mais bien occidentaux en général et français en particulier. Ce qui revient à dire : « *Massacrez-vous ! Entretenez-vous, pour moi !* »

Il revient donc aux « *Préfets-Gouverneurs Noirs des Colonies Françaises d'Afrique* » d'aller régler son compte au trublion, leur congénère Noir, qui trouble le breuvage de la France. En effet, le pire ennemi de l'esclave, c'est « *l'affranchi* » qui, lui, pour le fauteuil offert et son maintien à vie dans celui-ci, exécute impitoyablement, aveuglement, et dans l'impunité la plus absolue, ce que son maître évite et ne voudrait surtout pas accomplir de ses propres mains. Ainsi, le cycle de la violence, de la barbarie et de la bestialité est activé, mis en mouvement, à la grande satisfaction des commanditaires et autres souteneurs, les proxénètes politiques¹.

Or, ce qu'on ne dit pas, dans la détermination du président Sarkozy d'en découdre avec le président Gbagbo, c'est qu'il y a, en toile de fond et c'est le non-dit, les affaires dites « Kiffer » et « Hélène ». Certes, aucun crime n'est acceptable dès lors qu'il y a mort d'homme. Il doit être jugé et condamné. Mais, pour ce faire, faut-il programmer un pogrom, des massacres humains à grande échelle, par dizaines, par centaines de milliers voire des millions de vies

humaines pour venger deux vies, en plus d'autres considérations ? De plus, n'est-ce pas Georges Clémenceau qui avait dit : « *Une goutte de pétrole vaut bien une goutte de sang* » ? Alors, le voilà qui sera à nouveau versé, ce sang du Noir, du sous-homme !

Ceci dit, depuis plus de cinq cents ans, l'Occident n'a cessé de massacrer les peuples africains, les déportant et les vendant comme du bétail. Qui a jugé qui et qui a condamné qui pour ces crimes ignobles qui dépassent la pire des barbaries ? On a jugé et condamné les criminels des première et deuxième guerres mondiales. Parce que l'Occident avait trouvé que cela était inconcevable et inacceptable. Mais qui a jugé et condamné les négriers, les envahisseurs et colonisateurs occidentaux pour les crimes commis en Afrique et ailleurs ? Qui a jugé et condamné les prédateurs de nos matières premières, les pilleurs et autres profanateurs de tombes sous le fallacieux prétexte de recherches archéologiques en Egypte, par exemple ? Qui a jugé et condamné les « experts » occidentaux et français qui falsifient et/ou inversent les résultats des scrutins, comme dans le cas scandaleux du Gabon, en 2009 ?

Oui, la raison du plus fort est toujours la meilleure. C'est Jean de la Fontaine qui l'a dit. Un Français. C'est ce raisonnement que la France a toujours appliqué à toutes ses colonies depuis des siècles durant.

Cependant, à court ou long terme, avec de telles agissements, l'Occident et particulièrement la France, vont pousser les peuples africains à se radicaliser, à faire alliance avec des organisations qualifiées aujourd'hui d'extrémistes par les mêmes occidentaux, justement pour se protéger et faire face aux incuries séculaires occidentales, effectivement.

En effet, « *Un peuple longtemps brimé, longtemps opprimé, longtemps martyrisé et longtemps maintenu en esclavage, finit toujours, un jour ou l'autre, par se révolter. Ce jour-là, plus rien ni personne ne pouvant le contrôler, il s'en prend d'abord à l'objet réel de ses malheurs avant de se retourner, si nécessaire, contre ses propres leaders* »ⁱⁱ.

A l'Occident en général et à la France en particulier, mais aussi à nos « **Préfets-Gouverneurs Noirs des colonies d'Afrique** » de prendre garde à ce qui est en train de se passer, de se faire et de se mettre en place.

A travers ce message, je voudrais simplement lancer un appel à la prise de conscience des vrais problèmes du continent, si bien entendu on veut se donner la peine de les conjurer. Mais certainement pas avec les moyens de guerre.

Le 27 décembre 2010

Jean-Claude Mayima-Mbemba

Secrétaire général de l'Organisation

Africa Human Voice International

<http://www.africa-humanvoice.org/afrique>

ⁱ Jean-Claude Mayima-Mbemba, *La violence politique au Congo-Brazzaville – Devoir de mémoire contre l'impunité*, L'Harmattan, Paris, 2008, p. 67.

ⁱⁱ Op. cit., p. 73.